



COLLECTIF NATIONAL CREDIT AGRICOLE INTRODUCTION COLLECTIF DÉCEMBRE 2019

En ce mois de décembre 2019, je vous propose, pour commencer, un texte qui n'est pas le mien, un très beau texte de Léonard Vincent, journaliste et écrivain. Léonard Vincent écrivait hier :

« Ils ont de la chance les managers de la République. Les gens ordinaires n'ont pas encore ressenti l'intérêt de faire la grève et d'en savourer les fruits. Pourtant il y aurait de quoi s'offrir de belles journées. Il y aurait de quoi s'offrir à soi-même une belle émotion libératrice, gentiment subversive, brève et forte. Faire la grève ce serait, disons-le comme ça, une grande, une belle petite joie, j'en suis sûr(e). Ne serait-ce que d'un petit point de vue personnel au ras du quotidien. Pensons au matin d'hiver dans les grandes villes, au métro bondé, aux odeurs de cheveux, de déodorant, à l'étouffoir des petites angoisses, de la lassitude résignée des salariés « qui ne sont rien » d'après ce qu'en dit le grand manager des Français. Coincé entre les épaules et les soupirs des inconnus, on se prend à rêver. Et si aujourd'hui, on ne se laissait pas faire ? Et si on n'avait pas à subir les mille servitudes du travail aujourd'hui ? Oui on se prend à rêver ! Et on repense avec un peu d'anxiété peut-être mais aussi une jubilation secrète à nos journées d'école buissonnière. Il y a des jours comme ça, des jours où la farandole des imposteurs, à la télévision, à la radio, au bureau, sur le chantier, exaspère plus que de raison ! Des jours où on nous en demande trop, en tout cas plus que ce qu'on est en mesure de donner. Et d'un seul coup c'est étrange n'est-ce pas ? Le refus, la ruse, le demi-tour nous appellent et nous disent : là vraiment non ! Hier d'accord, demain, je ne sais pas mais aujourd'hui : non. Parfois ce n'est pas de notre faute, un enfant est malade, la salle de bain du voisin fuit à travers le plafond, la neige encombre les routes, la grippe nous saute à la gorge, alors on reste à la maison, secrètement libéré, secrètement rebelle contre les agendas partagés, les réunions hebdomadaires, les problèmes en suspens, la direction des ressources humaines, les premiers de cordée.

La grève au fond, il faudrait l'essayer pour voir ! Allez savoir si perdre un jour de salaire, peut-être même plusieurs, n'en vaudrait pas la peine. Ne serait-ce que pour voir la tête de ceux qui trouvent ça fou, ou qui trouve ça irresponsable. Payer pour voir, comme un coup de poker dérisoire et drôle.

Je me prends à songer à la puissance qu'aurait dans mon beau pays malade une grève générale faisant s'affaler en une journée tout l'ordre dominant, le gelant soudain, le faisant baisser d'un ton, le contraignant à l'immobilisme absolue, silencieux, fulminant dans l'incompréhension générale, la stupéfaction et l'anxiété ? Quel panache !

« Mais que veulent-ils ? » se répèterait-on alors partout sur les plateaux de télévision, dans les cabinets, dans les salles de réunion du Président. Enfin la question serait posée et une réponse serait attendue. Quelle belle fiction ce serait, quel beau roman d'un jour !

Le lendemain j'en suis sûr(e), quelle que soit la réaction du patron, des collègues, des confrères, au moins avouons-le on sourirait. Notre journée, notre semaine peut-être et pourquoi pas notre mois d'école buissonnière aurait eu le mérite de tout chambouler en silence, de faire peur sans un geste violent. Et imaginons alors que nous ne soyons pas seuls à nous lever le matin, que nous ne soyons pas seul à nous rendre au travail et plutôt que de mentir pour nous tirer d'affaire, que nous ne soyons pas seul à clamer haut et fort qu'aujourd'hui on répondra non à tous les ordres. Et que la loi nous protège !

Oui vraiment ils ont de la chance les managers de la République ! »

Voilà ce qu'écrit Léonard Vincent : vous l'aurez compris il s'agit là d'un éloge à la Grève.



Et nous devons nous interroger bien au-delà :

Et s'ils n'avaient plus de chance les managers de la République ?

Si les mouches changeaient d'âne ?

Si leurs ficelles étaient si grosses que la lumière soudain s'éclairait ?

- Pourquoi démolir un système de retraite qui fonctionne depuis plus de 70 ans, un système qui peut s'adapter aux besoins et être amélioré, un système qui ne brasse que la richesse déjà créée et non d'hypothétiques gains ultérieurs, un système qui a des réserves et dont l'équilibre financier n'est pas remis en cause ?
- Pourquoi tous les personnels des hôpitaux, du professeur en médecine aux brancardiers, ne décolèrent pas face aux moyens qui ne permettent plus de garantir à chacun de nous l'accès au soin, dont la France était si fière hier ? Comment comprendre la suppression des cotisations maladie que nous avons constaté sur nos fiches de paie en janvier 2018 ? L'hôpital manque de moyens et nous ne versons plus nos cotisations maladie ! Qui a réclamé cette suppression des cotisations ? Personne ne saurait le dire ... Mais la modification de nos bulletins de paie pour faire clairement apparaître l'augmentation du montant net à payer, lié à cette décision politique, « en même temps » que la division par deux des maigres augmentations collectives que nous avons subi au Crédit Agricole, nous laisse entrevoir un très probable lien ...

Oui les décisions politiques que nous subissons sont pilotées par les exigences de nos patrons et ceux des Banques et assurances se frottent encore bien plus les mains devant la réforme des retraites.

Oui la destruction du système de retraite par répartition, oui la destruction de l'assurance maladie, sont réclamées par le patronat et plus encore par les banques et assurances qui s'activent à fabriquer des produits d'assurance pour enfin capter cette manne financière que représente la Sécurité Sociale.

Oui c'est le budget de la sécurité sociale qui est directement visée par le grand patronat, ces pillards, ces bandits de grands chemins, en costume sombre et cravate. Depuis plus de 50 ans déjà, ils exigent des exonérations de cotisations, puis ils ont profité et abusé du Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi, nos impôts, sans contrepartie, transformés une fois encore en exonération de cotisation. La cotisation, ce morceau de salaire, de notre salaire, mis en commun pour ouvrir des droits essentiels, géré par nous, directement affectée à la maladie, aux retraites, aux accidents du travail, aux soutiens aux familles, directement distribué en fonction des besoins, un budget annuel supérieur à celui de l'état, dont le trou, entretenu par cette association de malfaiteurs formé du grand patronat et du gouvernement à sa botte, ne représente en fait que 9 jours de fonctionnement sur une année : 9 jours de découvert par an, après avoir été pillé, justifieraient selon eux, de faire autrement, de tout changer !

Et ils appliquent toujours la même technique, y compris avec l'assurance chômage : les chômeurs viennent de subir de violentes baisses de leurs indemnités alors que nous venions de voir disparaître notre cotisation chômage en octobre 2018.

Sur ces sujets le gouvernement ne peut invoquer les décisions d'un autre gouvernement, c'est lui qui a décidé de supprimer les cotisations et utilise le manque de moyens pour abaisser le niveau des prestations.

C'est aussi lui qui a baissé les APL et c'est lui qui ose déclarer aujourd'hui que l'acte désespéré de Anas, jeune étudiant à Lyon, ne serait pas un acte politique. Anas ne survivra probablement pas à ses blessures, cet enfant de 22 ans, c'est le nôtre, il ne se plaignait de rien à titre individuel, il militait activement pour un syndicalisme révolutionnaire et son acte, profondément politique, est un appel, un appel au sursaut, un appel à l'action syndicale, revendicative, solidaire et révolutionnaire. A la CGT, cet appel nous le comprenons et il nous oblige plus encore.



Alors oui, je continue à rêver de ce matin particulier, où chaque mère, et chaque père se lèvera en disant « ça suffit : nous ne voulons plus que nos enfants désespèrent, nous ne voulons plus soutirer aux pauvres les maigres ressources dont ils disposent pour gaver quelques familles qui n'ont pas assez d'une vie pour dépenser les fortunes qu'ils exhibent sans complexe. » La richesse produite est immense, la technologie pourrait permettre de vivre décemment en tout lieu et en préservant les ressources finies de notre planète. La richesse produite ne cesse d'augmenter et la part affectée aux salaires a augmenté, entre 1950 et 1982 - et particulièrement en 1968 - mais depuis 1982, la part des salaires a baissé de 8 points pour atteindre une valeur plus basse qu'en 1955. Non seulement cette part de richesse manque aux salariés pour satisfaire leurs besoins mais cette richesse est aussi détournée de l'économie réelle, celle qui remplit les carnets de commande des entreprises susceptibles de fournir du travail.

Forts de ces constats qui démontrent :

Que d'autres choix de société sont possibles,

Qu'un meilleur partage de la richesse créée doit être organisé !

Gageons que le 05 décembre 2019 ne sera pas un matin pour laisser tomber mais pour résister et en faire un rêve plus loin !

